



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 433 /DDPP/2017
portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire,

Vu le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.171-7, L.171-8, L.171-11, L.172-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003/0265 en date du 31 mai 2005 réglementant les activités exercées par la société AGRIPOLYANE par son établissement situé sur la commune de Saint-Chamond, Z.I. le Clos Marquet ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 02 octobre 2017, établi à la suite d'une visite d'inspection du 28 septembre 2017, constatant que la société AGRIPOLYANE ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2003/0265 du 31 mai 2005 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas donné suite à la lettre de l'inspection des installations classées en date du 02 octobre 2017 ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2003/0265 du 31 mai 2005 n'ont pas été respectées ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La société AGRIPOLYANE est mise en demeure, pour l'installation située sur la commune de Saint-Chamond, Z.I. le Clos Marquet, de respecter les prescriptions suivantes :

- Article R. 541-43 du code de l'environnement : création d'un registre des déchets sous 1 mois, registre dont la forme est fixée par l'article 2 de l'arrêté du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnées aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

- Article R. 181-46 du code de l'environnement : remise sous 6 mois d'un dossier concernant les modifications apportées aux conditions d'exploitation, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

- Article R512-39-1 à R512-39-3 du code de l'environnement : remise sous 6 mois d'un dossier concernant l'état du terrain cédé et sa compatibilité avec le nouvel usage.

- Article 2 alinéa 1.4 de l'arrêté d'autorisation : justification sous 6 mois de l'adéquation des moyens disponibles en débits d'eau incendie au regard des besoins du site.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L .171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L .171-8 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et Monsieur le maire de Saint-Chamond sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie de Saint-Chamond où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 15 NOV. 2017

Le Préfet de la Loire,

et par délégation
Le Secrétaire Général

Gerard LACROIX

copie adressée à :

- Monsieur le directeur
société AGRIPOLYANE
Z.I. le clos Marquet
42408 Saint-Chamond
- Monsieur le maire de Saint-Chamond
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono